

Promulguons la présente ordonnance, ordonnons qu'elle soit publiée au *Moniteur belge*.

Bruxelles, le 20 mai 1999.

Le Ministre-Président du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale, chargé des Pouvoirs locaux, de l'Emploi, du Logement et des Monuments et Sites,

Ch. PICQUE

Le Ministre de l'Economie, des Finances, du Budget, de l'énergie et des relations extérieures,

J. CHABERT

Le Ministre de l'Aménagement du Territoire, des Travaux publics et du Transport,

H. HASQUIN

Le Ministre de la Fonction publique, du Commerce extérieur, de la Recherche scientifique de la Lutte contre l'Incendie et de l'Aide médicale urgente,

R. GRIJP

Le Ministre de l'Environnement et de la Politique de l'Eau, de la Rénovation, de la Conservation de la Nature et de la Propreté publique,

D. GOSUIN

—
Note

(1) *Session ordinaire 1998-1999.*

Documents du Conseil. — Projet d'ordonnance A-309/1. — Rapport A-309/2. — Amendements après rapport A-309/3. — Rapport complémentaire A-309/4.

Compte rendu intégral. — Discussion et adoption. Séance du vendredi 7 mai 1999.

Kondigen deze ordonnantie af, bevelen dat ze in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Brussel, 20 mei 1999.

De Minister-Voorzitter van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering, belast met Plaatselijke Besturen, Werkgelegenheid, Huisvesting en Monumenten en Landschappen,

Ch. PICQUE

De Minister van Economie, Financiën, Begroting, Energie en Externe Betrekkingen,

J. CHABERT

De Minister van Ruimtelijke Ordening, Openbare Werken en Vervoer,

H. HASQUIN

De Minister van Openbaar Ambt, Buitenlandse Handel, Wetenschappelijk Onderzoek, Brandbestrijding en Dringende Medische Hulp,

R. GRIJP

De Minister van Leefmilieu en Waterbeleid, Renovatie, Natuurbehoud en Openbare Netheid,

D. GOSUIN

—
Nota

(1) *Gewone zitting 1998-1999.*

Documenten van de Raad. — Ontwerp van ordonnantie A-309/1. — Verslag A-309/2. — Amendementen na verslag A-309/3. — Aanvullend verslag A-309/4.

Volledig verslag. — Bespreking en aanneming. Vergadering van vrijdag 7 mei 1999.

F. 99 — 2521

[S - C - 99/31278]

20 MAI 1999. — Ordonnance portant sur la réorganisation du Centre d'informatique pour la Région bruxelloise (1)

Le Conseil de la Région de Bruxelles-Capitale a adopté et Nous, Gouvernement sanctionnons ce qui suit :

Article 1^{er}. La présente ordonnance règle des matières visées aux articles 39 et 166 de la Constitution.

Art. 2. A l'article 27 de la loi du 21 août 1987 modifiant la loi organisant les agglomérations et les fédérations de communes et portant des dispositions relatives à la Région bruxelloise sont apportées les modifications suivantes :

1° les paragraphes 1^{er}, 7 et 8 sont remplacés respectivement par les paragraphes suivants :

a) "§ 1^{er}. Sous la dénomination de "Centre d'informatique pour la Région bruxelloise", ci-après dénommé "le Centre", est créé un organisme d'intérêt public qui, pour le territoire de la région de Bruxelles-Capitale, peut être chargé de toute mission de développement et d'assistance informatique, télématique et cartographique a l'égard des communes et centres publics d'aide sociale, des intercommunales composées uniquement de communes bruxelloises, des services dépendant du Gouvernement et du Conseil de la Région de Bruxelles-Capitale, des organismes d'intérêt public de la Région, des cabinets des Ministres et Secrétaires d'Etat du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale et sous réserve de l'accord de leurs organes respectifs, des institutions visées à l'article 60 de la loi spéciale relative aux institutions bruxelloises et des services qui en dépendent, ainsi que de toute personne de droit privé subventionné par les autorités précitées.

Les missions du Centre peuvent comprendre notamment :

- l'établissement de schémas directeurs;
- les audits, conseils et aide à l'acquisition;
- la formation du personnel en matière informatique et télématique;
- l'inventaire des moyens informatiques et télématiques utilisés par les pouvoirs locaux;
- l'assistance en matière de services informatiques et télématiques et la réalisation et le suivi de projets informatiques, télématiques, cartographiques et de télécommunication;
- la gestion, le développement, la promotion et la distribution de la cartographie;

N. 99 — 2521

[S - C - 99/31278]

20 MEI 1999. — Ordonnantie betreffende de reorganisatie van het Centrum voor Informatica voor het Brussels Gewest (1)

De Brusselse Hoofdstedelijke Raad heeft aangenomen en Wij, Regering, bekrachtigen hetgeen volgt :

Artikel 1. Deze ordonnantie regelt aangelegenheden bedoeld in de artikelen 39 en 166 van de Grondwet.

Art. 2. In artikel 27 van de wet van 21 augustus 1987 tot wijziging van de wet houdende organisatie van de agglomeraties en de federaties van gemeenten en houdende bepalingen betreffende het Brussels Gewest, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° de paragrafen 1, 7 en 8 worden respectievelijk door de volgende paragrafen vervangen :

a) "§ 1. Onder de benaming "Centrum voor informatica voor het Brussels Gewest", hierna "het Centrum" genoemd, wordt een instelling van openbaar nut opgericht die, voor het grondgebied van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, belast kan worden met alle opdrachten tot ontwikkeling en bijstand inzake informatica, telematica en cartografie ten aanzien van de gemeenten en openbare centra voor maatschappelijk welzijn, de intercommunales die uitsluitend zijn samengesteld uit Brusselse gemeenten, de diensten die afhangen van de Regering en van de Brusselse Hoofdstedelijke Raad, de instellingen van openbaar nut van het Gewest, de kabinetten van de Ministers en Staatssecretarissen van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering en onder voorbehoud van de goedkeuring van hun respectieve organen, de instellingen bedoeld in artikel 60 van de bijzondere wet met betrekking tot de Brusselse instellingen, en de diensten die ervan afhangen, alsook iedere privaatrechtelijke persoon gesubsidieerd door de voornoemde overheden.

De opdrachten van het Centrum kunnen inzonderheid omvatten :

- het opmaken van stuurschema's;
- de audits, raad en bijstand bij de aankoop;
- de opleiding van het personeel inzake informatica en telematica;
- de inventaris van de middelen inzake informatica en telematica die door de plaatselijke besturen worden gebruikt;
- de bijstand voor wat betreft informatica- en telematicadiensten en de verwezenlijking en opvolging van projecten inzake informatica, telematica, cartografie en telecommunicatie;
- het beheer, de ontwikkeling, de promotie en de verdeling van de cartografie;

— l'information annuelle des membres du Conseil de la Région de Bruxelles-Capitale sur les activités du Centre et sur l'évolution des technologies informatiques utiles au développement de la Région de Bruxelles-Capitale.

En ce qui concerne les missions exécutées pour le Conseil de la Région de Bruxelles-Capitale, le Centre agit sur ordre et aux frais du Conseil.

Le Centre peut, en outre, être habilité à participer à et à gérer des programmes de recherche, de développement, de démonstration et de dissémination en vue de constituer une expertise générale au service des organismes visés au premier alinéa du présent paragraphe, de promouvoir le potentiel scientifique et technologique de la Région et de coordonner l'action régionale au sein des programmes et activités de l'Union européenne ainsi qu'au niveau fédéral et international.

Pour l'accomplissement de ses missions, le Centre peut négocier et conclure des conventions avec les organismes visés au premier alinéa et collaborer ou s'associer avec des personnes morales de droit public ou privé, et notamment avec des centres informatiques. »

b) "§ 7. Le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale peut octroyer des subventions d'équipement aux pouvoirs locaux et aux organismes d'intérêt public de la Région de Bruxelles-Capitale en matière informatique, télématique ou cartographique dont la gestion et le suivi peuvent être délégués au Centre selon les conditions fixées par le Gouvernement».

c) « § 8. Le Centre a pour ressources :

1° les crédits inscrits au budget du Ministère de la Région de Bruxelles-Capitale et destinés à couvrir les frais d'investissement, de personnel et de fonctionnement, en ce compris les charges locatives;

2° les dons et legs faits en sa faveur;

3° les recettes liées à son action, en ce compris celles provenant de la tarification de ses services telle qu'arrêtée par le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale.

4° les moyens mis à sa disposition dans le cadre d'une convention conclue avec l'un des organismes visés au paragraphe premier. »

2) dans les §§ 2, 4, 5 et 9, les mots "exécutif de la Région bruxelloise" et le mot "Roi" sont remplacés par les mots "Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale";

3) dans le § 6, les mots "Ministère de la Région bruxelloise" sont remplacés par les mots "Ministère de la Région de Bruxelles-Capitale".

4) le § 9 est abrogé.

Art. 3. L'article 40 de la loi du 16 juin 1989 portant diverses réformes institutionnelles est abrogé.

Bruxelles, le 7 mai 1999.

Le Ministre-Président du Gouvernement
de la Région de Bruxelles-Capitale, chargé des Pouvoirs locaux,
de l'Emploi, du Logement et des Monuments et Sites,
Ch. PICQUE

Le Ministre de l'Economie, des Finances, du Budget
de l'Energie et des relations extérieures,
J. CHABERT

Le Ministre de l'Aménagement du Territoire,
des Travaux publics et du Transport,
H. HASQUIN

Le Ministre de la Fonction publique, du Commerce extérieur,
de la Recherche scientifique de la Lutte contre l'Incendie
et de l'Aide médicale urgente,
R. GRIJP

Le Ministre de l'Environnement et de la Politique de l'Eau, de la
Rénovation, de la Conservation de la Nature
et de la Propreté publique,
D. GOSUIN

—————
Note

(1) Document du Conseil :

Session ordinaire 1998-1999.

A — 319/1 : Projet d'ordonnance.

A — 319/2 : Rapport.

Compte rendu intégral : Discussion et adoption : séance du vendredi 7 mai 1999.

— het jaarlijks informeren van de leden van de Brusselse Hoofdstedelijke Raad over de activiteiten van het Centrum en over de evolutie van de informaticatechnologieën die nuttig zijn voor de ontwikkeling van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest.

Wat de opdrachten uitgevoerd voor de Brusselse Hoofdstedelijke Raad betreft, treedt het Centrum op in opdracht en op kosten van de Raad.

Het Centrum kan bovendien gemachtigd worden om deel te nemen aan en het beheer waar te nemen van programma's betreffende onderzoek, ontwikkeling, demonstratie en verspreiding, teneinde een algemene kennis op te bouwen ten dienste van de in het eerste lid van deze paragraaf bedoelde instellingen, het wetenschappelijk en technisch potentieel van het Gewest te bevorderen en de acties van het Gewest te coördineren in het kader van de programma's en activiteiten van de Europese Unie, evenals op federaal en internationaal vlak.

Om die opdrachten te vervullen, kan het Centrum onderhandelingen voeren en overeenkomsten afsluiten met de instellingen bedoeld in het eerste lid en samenwerken met of zich aansluiten bij publiek- of privaatrechtelijke rechtspersonen en inzonderheid met informaticacentra. »

b) "§ 7. De Brusselse Hoofdstedelijke Regering kan subsidies voor uitrusting inzake informatica, telematica en cartografie toekennen aan de plaatselijke besturen en aan de instellingen van openbaar nut van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, waarvan het beheer en de opvolging gedelegeerd kunnen worden aan het Centrum volgens de door de Regering bepaalde voorwaarden".

c) "§ 8. Het Centrum heeft als middelen :

1° de in de begroting van het Ministerie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest opgenomen kredieten, bestemd om de kosten voor investeringen, voor personeel en werking te dekken, de huurlasten daarin begrepen;

2° de in zijn voordeel gedane schenkingen en legaten;

3° de aan zijn werkzaamheden verbonden inkomsten, daarin begrepen deze voortvloeiend uit de tarifiering van zijn diensten zoals vastgesteld door de Brusselse Hoofdstedelijke Regering;

4° de middelen die het worden ter beschikking gesteld in het kader van een overeenkomst afgesloten met een van de instellingen bedoeld in de eerste paragraaf. »

2) in §§ 2, 4, 5 en 9, worden de woorden "executieve van het Brusselse Gewest" en het woord "Koning" vervangen door de woorden "Brusselse Hoofdstedelijke Regering";

3) in § 6 worden de woorden "Ministerie van het Brussels Gewest" vervangen door de woorden "Ministerie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest".

4) het § 9 wordt opgeheven.

Art. 3. Artikel 40 van de wet van 16 juni 1989 houdende diverse institutionele hervormingen wordt opgeheven.

Brussel, 7 mei 1999.

De Minister-Voorzitter van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering,
belast met Plaatselijke Besturen, Werkgelegenheid, Huisvesting
en Monumenten en Landschappen,
Ch. PICQUE

De Minister van Economie, Financiën, Begroting, Energie
en Externe Betrekkingen,
J. CHABERT

De Minister van Ruimtelijke Ordening,
Openbare Werken en Vervoer,
H. HASQUIN

De Minister van Openbaar Ambt, Buitenlandse Handel,
Wetenschappelijk Onderzoek, Brandbestrijding
en Dringende Medische Hulp,
R. GRIJP

De Minister van Leefmilieu en Waterbeleid, Renovatie,
Natuurbehoud en Openbare Netheid,
D. GOSUIN

—————
Nota

—————
Nota

(1) Documenten van de Raad :

Gewone zitting 1998-1999.

A — 319/1 : Ontwerp van ordonnantie.

A — 319/2 : Verslag.

Volledig verslag : Bespreking en aanneming : vergadering van vrijdag 7 mei 1999.